

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**MAPA 20250048 Prestation de transports sanitaires  
secondaires pour les Centres Hospitaliers de Maubeuge, de  
Jeumont et de Fourmies**

---

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 – Montants maximum par lot .....	3
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	4
1.7 – Sous-traitance .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
4.2 - Reconduction .....	5
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	6
7 - Avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes .....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement .....	7
8.4 - Paiement des cotraitants.....	7
8.5 - Paiement des sous-traitants .....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
9.1 - Respect des droits de l'homme .....	8
10 - Développement durable .....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
11.1 - Vérifications .....	8
11.2 - Décision après vérification.....	8
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
13 - Pénalités.....	9
13.1 - Pénalités de retard.....	9
14 - Assurances .....	9
15 - Résiliation du contrat.....	10
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	10
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	10
16 - Clause de réexamen.....	11
17 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	12
17.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	12
17.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	12
18- Règlement des litiges et langues .....	12
19 - Dérogations.....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de transports sanitaires secondaires du Centre Hospitalier de Maubeuge, du Centre Hospitalier de Jeumont et du Centre Hospitalier Fourmies.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, établissement support du GHT-Hainaut-Cambrésis, agit en tant que pouvoir adjudicateur du présent groupement.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Ambulances et VSL pour le CH de Maubeuge pour le Pôle Transversal
02	Ambulances et VSL pour le CH de Jeumont
03	Ambulances et VSL pour le CH de Fourmies

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 – Montants maximum par lot

Lot(s)	Montants HT par an
01	17 000
02	40 000
03	124 000

### 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le Centre Hospitalier membre du groupement.

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG FCS, les établissements membre du GHT et présent dans ce marché ont la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations : ils notifient les bons de commande auprès des titulaires et paient les prestations auprès du titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### **1.7 – Sous-traitance**

Les règles concernant la sous-traitance sont fixées aux articles 133 à 137 décret 2016-360 et suivant la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

L'acceptation d'un sous-traitant avant la notification du marché ou en cours d'exécution du marché sera constatée par un acte spécial, signé conjointement par le Centre Hospitalier de Valenciennes, en tant que pouvoir adjudicateur, et le Titulaire du présent marché.

Les véhicules et équipages des sous-traitants doivent être en conformité avec les exigences définies à l'article 8 du CCTP.

La sous-traitance n'engendre aucune modification du tarif contractuel ni de la prestation exigible sur la base du CCTP. Elle s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

L'acte spécial de sous-traitance indiquera :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, ou la raison sociale, et l'adresse du sous-traitant
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, réfections et retenues diverses le cas échéant
- les pièces relatives aux obligations fiscales, sociales et parafiscales

En tout état de cause, le Titulaire restera seul responsable vis-à-vis du Centre Hospitalier pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, et ce, quelle que soit la phase de transfert considérée.

Le titulaire pourra faire état des relations contractuelles le liant avec les établissements de soins dans le cadre du présent marché, au titre de ses références commerciales, mais ne pourra en aucun cas entreprendre de démarche publicitaire fondée à titre principal ou accessoire sur des relations contractuelles existant avec les Centres Hospitaliers.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (le BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les bons de commande

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

L'accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage notamment à ne faire aucune publicité concernant son entreprise à l'occasion des transports qui lui sont confiés. Cette interdiction implique que le titulaire et les membres de son personnel ne peuvent verbalement, ni par tout autre moyen (remise de cartes, d'objets publicitaires ou autres, etc...), tenter d'influencer les personnes transportées ou leur famille en vue d'obtenir des commandes de transports ultérieurs à effectuer aux frais de ces personnes et qu'ils ne peuvent user de leur état ou du titre d'entreprise conventionnée pour quelque motif que ce soit.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le marché pourra être reconduit pour une période allant jusqu'au 30 juin 2027.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des deux premières périodes de reconduction), l'acheteur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix appliqués sont issus du dernier tarif officiel de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) pour les transports sanitaires, déduction faite de la remise consentie par le titulaire.

La facturation des kilomètres est faite, quand elle existe, sur la base des kilométrages retenue par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM).

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification ; ce mois est appelé " mois zéro ".

$$C_n = (I(n)/I(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C<sub>n</sub> : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'indice est le suivant : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 30.92 – Cycles et véhicules pour invalides - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 001763655

Les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse, à l'initiative du titulaire ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à chaque changement de tarifs à communiquer ses nouveaux prix accompagnés d'éléments justificatifs et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs (sur support informatique Excel) à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de deux mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Ceci dit, il est à noter que les tarifs doivent rester fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisée permettant une traçabilité.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Le présent marché prenant la forme d'un marché à bons de commandes et les conditions requises par l'article R2191-16 du code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

**Fréquence de facturation** : à chaque transport effectué

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### 8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### **9.1 - Respect des droits de l'homme**

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire du marché veille au respect des droits de l'humain et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où ils se trouvent et les règles internationales fixées par le Bureau International du Travail relatives à son secteur d'activité.

De plus le titulaire mettra en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits de l'Homme au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise et de sa chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

## 10 - Développement durable

Dans le cadre de sa politique d'achats, les Hôpitaux Hainaut-Cambrésis ont pour objectif d'intégrer, autant que possible, les objectifs de développement durable dans ses marchés, afin d'encourager un achat public plus responsable.

Les établissements membres restent donc sensibles aux engagements et dispositions mises en œuvre par les candidats dans le domaine du développement durable, notamment sous l'aspect environnemental.

Le titulaire veillera notamment à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, sécurité et santé des personnes.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution des prestations demandées (examen sommaire), conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.



## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Cet article est dérogatoire à l'article 14 du CCAG FCS.

#### **Retard :**

Une pénalité de 10% sur le montant total de la facture par demi-heure de retard imputable au prestataire constatée par rapport à l'heure de rendez-vous demandée, pourra être appliquée.

Des retards supérieurs à une demi-heure, constatés à plus de 3 reprises, pourront être considérés comme manquements contractuels et le groupement pourra résilier le marché aux conditions fixées à l'article 11 du CCTP.

Toute prestation subissant un retard non imputable au Centre Hospitalier ayant conduit à une annulation d'un rendez-vous (même si le retard est de moins de 15 minutes) ne pourra pas être facturée.

Si le retard est dû à un événement exceptionnel justifié, la prestation pourra être réévaluée en vue d'une facturation.

#### **Problème grave nuisible au patient ou à l'établissement :**

Dans le cas, où le personnel du fournisseur ne respecte pas, par son attitude ou son comportement, une prise en charge du patient avec un niveau de qualité minimum attendu par les règles du métier, mais également vis à vis du personnel soignant ou de l'établissement, une pénalité de 50 € sera appliquée sur les commandes où cette défaillance est constatée.

#### **Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 41 du C.C.AG/Fournitures courantes et services, la décision de résiliation, dans toutes les hypothèses de résiliation ne pourra intervenir qu'après l'envoi au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure lui enjoignant de se conformer à ses obligations contractuelles, restée sans effet pendant 15 jours à compter de sa date de réception.

En revanche, et par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G. Fournitures courantes et services, la notification vaut information de la sanction envisagée et invitation du titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision correspondante ou, à défaut, à la date de notification de cette décision.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

La personne publique peut résilier le marché, sans que celui-ci puisse prétendre à quelque indemnité dans les cas suivants :

- lorsque l'établissement support du GHT est amené, à plus de trois reprises, à appliquer des pénalités de retard ou à exercer son droit de substitution, ou, lorsque le titulaire a reçu au moins trois courriers recommandés avec accusé de réception l'enjoignant à respecter les clauses du marché ;
- en application des articles 29 à 32 du CCAG-Fournitures courantes et Services et avec possibilité d'exécution au frais et risques du titulaire, conformément à l'article 36 du CCAGFC, notamment :
- en cas de perte d'agrément, aux torts exclusifs du titulaire,
- si une modification de la réglementation impose cette dénonciation,
- lorsque les règles de confidentialité ne sont pas respectées.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R.2194-2 à R.2194-4 du Code de la Commande Publique.

Selon l'article L-6. 4° du Code de la Commande Publique, l'autorité contractante peut modifier unilatéralement le contrat dans les conditions prévues par le présent code, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

### - Imprévision ou circonstances imprévues :

> Obligation d'information : En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement. Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

> Modalités de poursuite du marché : Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

> Suspension du marché : En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation. Dès lors, un marché de substitution pour la même prestation, avec un autre opérateur économique (ou plusieurs, le cas échéant), peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire concerné. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

> Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché : Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de son offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent. Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur. Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifiée. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau. En tout état de cause :

> Prolongation du marché : Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché prévue dans le présent cahier des clauses administratives

particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables. Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

## 17 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

### 17.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### 17.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## 18- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge aux articles 41 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services